

Coup de frein sur les grands projets des groupes pétroliers

- A peine une dizaine de projets devraient démarrer cette année.
- Les compagnies ont réduit leurs prévisions de dépenses de 1.000 milliards de dollars sur 2015-2020.

ÉNERGIE

Anne Feitz
@afeitz

En annonçant lundi 29 août que Statoil avait réussi à réduire les coûts de son grand projet Johan Sverdrup de 20 %, de 123 à 99 milliards de couronnes (10,7 milliards d'euros), le patron du groupe norvégien Eldar Sætre a dû susciter l'intérêt de plus d'une major pétrolière. « Nous constatons maintenant les résultats d'une bonne coopération entre Statoil, ses partenaires et ses fournisseurs », s'est-il félicité. Le travail mené depuis de nombreux mois sur le champ pétrolier découvert en 2010 au large de Stavanger lui permettra aussi de produire davantage que prévu : de quoi rendre le projet rentable même si le baril tombe à 25 dollars (les cours évoluent autour de 50 dollars aujourd'hui).

« Les rares grands projets à être lancés aujourd'hui dans le secteur sont ceux où un énorme travail de réduction des coûts a été entrepris », indique Sandrine Cauvin, gérante chez Vestathena. De fait, depuis la chute des prix de l'or noir (110 dollars à la mi-2014), ils se comptent sur les doigts de la main. Alors que les projets visant à développer des réserves pétrolières ou gazières supérieures à 50 millions de barils équivalent pétrole étaient au nombre de 40 par an entre 2007 et 2013, selon le cabinet Wood Mackenzie, ils n'étaient plus que six l'an dernier, et devraient à peine être plus de dix cette année. « Or on en compte encore 230 en attente ! », précise Sandrine Cauvin.

Réduction des seuils de rentabilité

Les compagnies ont pourtant sensiblement réduit leurs seuils de rentabilité. Wood Mackenzie estimait en juin que 70 % des projets pétroliers sont désormais rentables avec un baril inférieur à 60 dollars, contre 50 % à peine un an auparavant. Un travail rendu possible par une

simplification des projets, une standardisation accrue, mais aussi une certaine pression sur les fournisseurs, qui ont dû réduire leurs prix.

Le développement du champ pétrolier géant de Tengiz, au Kazakhstan, annoncé par Chevron et ses partenaires (ExxonMobil et Lukoil) début juillet, est emblématique. « Les compagnies ont réussi à réduire les coûts de 30 %, à 37 milliards de dollars, de sorte à ce qu'il soit rentable avec un baril à 50 dollars à long terme, au lieu de 80 dollars auparavant », poursuit Sandrine Cauvin. BP a aussi lancé en juin un projet à 8 milliards de dollars de gaz naturel liquéfié en Indonésie, et doit prendre une décision

Depuis la chute des prix de l'or noir (2014), les grands projets se comptent sur les doigts de la main.

sur Mad Dog 2, dans le golfe du Mexique, d'ici la fin de l'année. De même Eni, qui a lancé en février le développement du champ géant découvert en Égypte l'an dernier (Zohr), a promis une décision sur un projet d'usine flottante de liquéfaction de gaz au Mozambique (Coral) cette année.

Mais les décisions d'investissement restent rares. La chute des cours, qui a amputé les revenus des compagnies pétrolières, les a contraintes à faire des choix drastiques dans l'allocation de leur cash flow. « Jusqu'à présent elles ont donné la priorité au désendettement et à la rémunération de leurs actionnaires », rappelle Sandrine Cauvin. Selon Wood Mackenzie, elles ont réduit de 1.000 milliards de dollars leurs prévisions de dépenses dans l'amont pétrolier (exploration-production) sur la période 2015-2020, par rapport à ce qu'elles envisageaient en 2014. Une tendance qu'elles devront toutefois finir par inverser, pour ne pas voir leur production s'effondrer dans quelques années... ■



Les réductions de coûts ont été rendues possibles grâce à une simplification des projets, une standardisation accrue et une certaine pression sur les fournisseurs. Photo Total

Oslo veut ouvrir à l'exploration pétrolière une zone arctique préservée

Le pétrolier national Statoil appelle à autoriser la recherche de gisements dans les îles Lofoten et Vesterålen.

Antoine Jacob
— Correspondant en Europe du Nord

Le gouvernement norvégien a invité les compagnies pétrolières à participer à un nouveau round d'octroi de licences d'explorations offshore. Le 24^e. Et, pour la première fois, il veut inclure la région arctique des îles Lofoten et Vesterålen, archipels mitoyens, jusqu'à présent considérés comme intouchables. « La distribution de nouveaux domaines d'exploration intéressants est décisive, si on veut maintenir des emplois, une activité pétrolière soutenue et de la création de valeur dans le pays », a estimé le ministre du Pétrole, Tord Lien, en présentant la nouvelle, lundi.

Dans le contexte actuel marqué par des licenciements dans le secteur, le royaume ne peut pas faire l'économie de l'exploration d'une zone aussi prometteuse, a-t-il plaidé.

Faire au plus vite

Les compagnies ont jusqu'au 30 novembre pour soumettre leurs offres. Eldar Sætre, le PDG de Statoil, fleuron norvégien des hydrocarbures, a aussitôt applaudi à la proposition du gouvernement, tout en l'appelant à faire au plus vite. « Il faut lancer une étude d'impact [dans les Lofoten et les Vesterålen] sans tarder, a-t-il plaidé. En 2022-2023, la plupart des projets en cours sur le socle norvégien auront été achevés. » Si les deux partis de droite composant la coalition au pouvoir sont favorables à l'ouverture de ces archipels aux compagnies, il leur faudra toutefois en convaincre

d'autres pour faire adopter ce tournant au Parlement, où le gouvernement est minoritaire.

Des réticences

Déjà, la décision d'accorder de nouvelles licences d'exploration (23^e round en mai) en mer de Barents, située plus au nord, avait fortement mécontenté les défenseurs de l'environnement. L'opposition travailliste avait alors appuyé le gouvernement. Mais cette fois-ci, elle hésite, tandis que des partis centristes sont carrément contre, en raison des importantes ressources halieutiques (morue en particulier) dans la zone envisagée. Le gouvernement a précisé vouloir annoncer les résultats du 24^e round avant l'été prochain, de manière à allouer des licences au premier semestre 2018. Le sujet risque d'animer la campagne électorale, des législatives devant être tenues avant octobre 2017. ■